

Arabie Saoudite - Etats-Unis

Les relations saoudo-américaines à travers le prisme du "printemps arabe"

lundi 8 août 2011, par [Romain ABY](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Romain ABY](#), **Les relations saoudo-américaines à travers le prisme du "printemps arabe"**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 8 août 2011.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Très inquiets d'une propagation des révoltes dans les pétromonarchies du Golfe, les responsables saoudiens ont assisté à l'abandon de l'Égyptien H. Moubarak, un allié américain de longue date. À ce titre, de nombreux princes et sheikhs saoudiens se sont interrogés sur la réelle profondeur des liens entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis. L'auteur présente les dynamiques qui animent les relations saoudo-américaines.

LE DEBUT 2011 aura été une période marquée par des mouvements populaires d'une extrême vitalité, couramment appelée "printemps arabe". Ainsi, sur un ensemble géographique allant du Maroc à Bahreïn, le vent de révolte qui a secoué les États arabes s'est parfois transformé en véritable tempête. En janvier 2011, le régime tunisien s'effondre ; en février c'est au tour du régime égyptien. Les perturbations sociales et sécuritaires ont rapidement été ressenties dans la péninsule arabique avec l'émergence de troubles à des degrés variés à Bahreïn, au Yémen, en Oman, mais aussi dans la région pétrolifère orientale [1] de l'Arabie Saoudite. Très inquiets d'une propagation de ces révoltes dans les pétromonarchies du Golfe, les responsables saoudiens ont aussi assisté à l'abandon de H. Moubarak, un allié américain de longue date. À ce titre, de nombreux princes et sheikhs saoudiens se sont interrogés sur la réelle profondeur des liens entre l'Arabie Saoudite et les États-Unis. Bien que nous ne bénéficions pas encore d'assez de recul pour mener une analyse à froid de ces évolutions stratégiques, il convient néanmoins de s'interroger sur les nouvelles dynamiques qui animent les relations saoudo-américaines. Pour cela, il faut se remémorer certains événements récents qui peuvent, sous un éclairage différent, apporter des réponses particulièrement intéressantes.

Quelle grille de lecture pour l'intervention saoudienne à Bahreïn ?

Redoutant la chute du monarque bahreïni, qui aurait marqué l'avènement d'un pouvoir chiite aux portes de [l'Arabie Saoudite](#), mais aussi la chute du premier monarque du « printemps arabe », l'Arabie Saoudite et les Émirats ont dépêché, le 14 mars 2011, un millier de soldats dans la petite monarchie insulaire reliée au royaume saoudien par un pont-digue de 25 kilomètres, le « King Fahd Causeway [2] ».

Plus que la manière, c'est le *timing* de l'opération qui est intéressant. Les Saoudiens étaient irrités par les critiques de l'administration américaine après l'assaut du gouvernement de Bahreïn sur les manifestants à la mi-février 2011. Les demandes de réformes politiques, adressées par les Américains au roi de Bahreïn, ont également déplu. Afin de montrer leur mécontentement, les Saoudiens auraient refusé de recevoir la secrétaire d'État Hillary Clinton et le secrétaire à la Défense Robert Gates. Faits encore plus grave, quelques heures avant la répression des manifestants à la mi-février, les troupes saoudiennes auraient répondu favorablement à un appel en urgence du roi du Bahreïn alors même que Jeffrey Feltman [3] était en réunion avec l'opposition bahreïnie. Symboliquement, les responsables saoudiens ont court-circuité les efforts de la médiation américaine, en octroyant aux forces de police et aux militaires leurs kits pour la répression sur la Place de la Perle où se rassemblaient les protestataires à Bahreïn. Quant à la constitution des forces envoyées par la suite, certaines sources indiquent que c'est principalement une décision du prince saoudien Nayef [4] et que la composition de la force projetée correspond à une logique implacable, vu que les forces saoudiennes et émiraties sont les mieux équipées et les plus entraînées.

Deux jours avant l'intervention saoudienne à Bahreïn, le secrétaire de la Défense Robert Gates était en visite à Manama afin d'encourager la conciliation entre le gouvernement et les manifestants. L'intervention saoudienne qui va suivre a été vécue comme un deuxième camouflet pour l'administration américaine, qui a assisté silencieusement à l'intervention d'un corps militaire du CCG, le « Bouclier de la péninsule », sur l'île. Après avoir laissé manœuvrer les Saoudiens sans intervenir, les officiels américains se sont vu rouvrir les portes du monarque saoudien qui a dès lors accepté d'accueillir Robert Gates le 6 avril 2011 et six jours plus tard, Tom Donilon, le conseiller de la sécurité nationale de la Maison blanche. Ce refroidissement des relations bilatérales est d'ailleurs reconnu par Robert Gates, qui évoque un état de « tension, crispation » lors de sa visite à Riyadh. Parmi les sujets de discussion, il y avait notamment le maintien des engagements commerciaux dont le contrat militaire de 60 milliards de dollars [5], qui assez curieusement était un sujet central de cette rencontre. Se sentant pris de court par les décisions politiques saoudiennes, les responsables américains ont entrepris une médiatisation sur le fait que Robert Gates savait dès le samedi, soit un jour avant, que l'Arabie Saoudite allait intervenir à Bahreïn.

L'Arabie Saoudite et la crainte du scénario 'à l'égyptienne'

Avec cette intervention, il se pourrait bien que le printemps arabe se soit transformé en « automne » pour les relations saoudo-américaines, puisque les dissensions entre les deux alliés sont apparues avec force à cette occasion. De plus, la monarchie saoudienne avait assisté avec inquiétude au « lâchage » du chef de l'État égyptien, allié fidèle des États-Unis depuis trois décennies. Durant le mois de janvier 2011, des rumeurs insistantes annonçaient l'arrêt des aides américaines à l'Égypte. Le 29 janvier 2011, le roi Abdallah se serait entretenu avec le président Obama et aurait annoncé être prêt à verser les 1,3 milliards de dollars que le gouvernement égyptien allait perdre. Le 10 février, soit la veille de la chute de Moubarak, le ministre des affaires étrangères saoudien Saoud al-Fayçal s'emportait lors de sa visite au Maroc contre les « *ingérences* » de « *certaines pays* » dans les affaires de l'Égypte. Il s'est déclaré « *choqué* » que certains « *devancent même les souhaits du peuple égyptien* ». Son homologue marocain Taieb Fassi Firhiqui a approuvé ces propos. Toutefois, aucun des deux ministres n'a nommé cité les pays visés, néanmoins tous les journalistes présents ont compris qu'il s'agissait des États-Unis.

Après la chute de Moubarak, un événement particulièrement important a eu lieu le 22 février 2011. Il s'agit de l'arrivée de navires de guerre iraniens en Méditerranée. Toutefois, une information passée inaperçue mérite d'être relevée : ces navires auraient effectué deux mouillages précédents leur entrée dans le canal de Suez, l'un en Oman et l'autre à Djeddah en Arabie Saoudite. Cet événement est tout à fait surprenant, d'autant plus qu'il s'agit de la première fois qu'un port saoudien est accessible pour un navire de guerre iranien. Cet épisode survient à peine dix jours après le départ forcé du président égyptien, la coïncidence est troublante et il convient dès lors d'analyser cette décision saoudienne comme un message politique aux États-Unis. Cette hypothèse semble s'être confirmée puisque quelques jours après cette affaire, le chef d'état-major des armées des États-Unis a entrepris une tournée « *discrète* [6] » dans la péninsule arabique. Officiellement, il s'agissait d'évoquer les capacités militaires iraniennes, dans l'éventualité de perturbations dans le détroit d'Ormuz. Cette visite dans la région, qui pourrait très bien avoir pour objectif de maintenir le contact avec l'Arabie

Saoudite, l'a mené en Oman, à Bahreïn, au Qatar, aux Émirats Arabes Unis mais aussi assurément en Arabie Saoudite.

Historiquement, en temps de trouble, les rois saoudiens ont toujours pu compter sur l'appui des présidents américains selon Martin Indyk [7]. Toutefois, l'analyste Peter Goodspeed ajoute que le roi Abdallah voit le président Obama comme une menace à la sécurité interne du Royaume, et craint qu'en cas de révolte il prenne le parti des contestataires et demande son départ. De prime abord, ce scénario égyptien paraît difficilement transposable à l'Arabie Saoudite, dans la mesure où la richesse liée aux hydrocarbures fait du Royaume un investisseur universel. De plus, l'inter-pénétration économique avec l'étranger fait du pays un allié beaucoup plus difficile à abandonner que l'Égypte. Toutefois, cette peur récurrente pousse l'Arabie Saoudite à envisager un renforcement de ses coopérations avec des États comme la Chine, l'Inde ou la Russie. En effet, le royaume saoudien est devenu le premier fournisseur de pétrole de la Chine [8], mais également un partenaire de premier plan dans le domaine de l'industrie pétrochimique [9]. Les besoins en hydrocarbures de la Chine et de l'Inde font d'eux des partenaires à la demande croissante, ce qui n'est pas le cas des États-Unis et de l'Europe. Certains analystes, comme Riad Kahwaji [10], considèrent que cette dépendance des puissances émergentes vis-à-vis du Golfe les rendrait plus prompts à défendre les intérêts saoudiens en cas de nécessité. La République islamique d'Iran étant vue comme une sérieuse menace en Arabie Saoudite, celle-ci entraîne un accroissement des phénomènes de militarisation et un risque de prolifération nucléaire. La compétition que se livrent l'Arabie Saoudite et l'Iran pourrait de plus en plus prendre la forme d'une course pour l'obtention d'un partenariat privilégié avec ces nouveaux acteurs. À ce jeu, l'Arabie Saoudite semble mieux armée que l'Iran, notamment avec des infrastructures pétrolières hautement performantes et une relative stabilité politique. Néanmoins, il s'agit ici d'une démarche quasi prospective, dans la mesure où ces deux puissances asiatiques n'ont pas encore des capacités de projection militaire offrant une alternative à la puissance américaine. Politiquement, et en tant que fournisseur militaire, les États-Unis donnent donc les meilleurs gages de sécurité. [Mais pour combien de temps encore ?](#)

Copyright Août 2011-Aby/Diploweb.com

P.-S.

Institut Français de Géopolitique. Bilingue français-arabe, il s'est rendu aux Émirats Arabes Unis en 2011, pour y mener une enquête de terrain et étudier les enjeux sécuritaires dans la péninsule arabique.

Notes

[1] Notamment dans les villages proches de Katif, le principal centre urbain chiite de la région.

[2] Pont de 25 kilomètres reliant l'Arabie Saoudite à Bahreïn, ouvert à la circulation le 12 novembre 1986.

[3] Sous-Secrétaire d'État aux Affaires du Proche-Orient.

[4] Ministre de l'intérieur.

[5] Un contrat portant sur la livraison de nombreux avions de combat mais aussi des hélicoptères.

[6] Source : <http://www.defensenews.com/story.php?c=MID&s=TOP&i=5796585>

[7] Vice-président de la Brookings Institution à Washington.

[8] 20,5% du pétrole importé par la Chine provient d'Arabie Saoudite. Pour l'Arabie Saoudite, la Chine permet d'écouler 10% de sa production.

[9] L'Arabie Saoudite a investi en Chine dans le domaine des raffineries et de la pétrochimie.

[10] Directeur de l'INEGMA (Institute for Near East and Gulf Military Analysis).